



Novembre  
Décembre 2012 - N°38

1€

L'invité du DR :

**Felipe Van Keirsbilck**

Secrétaire général de la CNE

« Unir les forces opposées  
aux politiques d'austérité »

**Freddy Guidé**

Résister aux diktats de  
Mittal

**Bruno Drweski**

Comprendre la Syrie

**Thierry Pignolet**

Carnets d'Amérique latine

**Georges Berghezan**

Acquittements sélectifs à  
La Haye

**Jean-Marie Chauvier**

Notes de l'Est



photo : © Jan Langer

## Éditorial :

### « Deux poings, deux mesures » et des bruits de guerre.

En jouant un peu avec les mots, on pourrait décrire ainsi le message que sous-tend la photo de ce travailleur tchèque dans les rues de Prague, avec ses deux pancartes, lors des manifestations européennes de ce 14 novembre. La première rappelant Vaclav Havel en 1989 et l'autre Vaclav Klaus, le patron de la Tchéquie d'aujourd'hui. Histoire donc d'une désillusion dont les deux Vaclav portent une lourde responsabilité et qui explique, entre autres, la remontée spectaculaire de nos camarades communistes tchèques crédités de plus de 20 % de voix aux dernières élections dans ce pays. Mais il n'y a pas qu'à Prague que la révolte des travailleurs monte. L'Espagne, l'Italie, la Grèce, les pays européens les plus punis – en attendant les prochains – ont fait preuve d'une volonté militante à la hauteur des agressions que la troïka leur fait subir.

C'est dans ce contexte que les mandarins du capitalisme international font état d'une grande nervosité suite aux échecs de leurs accords. Ils annoncent que les grandes banques européennes seront supervisées, et toujours rien. Que les transactions financières seront taxées, et le projet est archivé. Que la Grèce est, enfin !, en voie de récupération et l'on ne peut que constater encore un fiasco ! Après six années de récession et une perte de 25 % de leur PIB, tout indique que la dette (la seule chose qui progresse dans ce pays) qui devait être ramenée à 120 % en 2014 sera de 220 %. Le souci est que cette dynamique est extensive et pas mal d'indices suggèrent que c'est la France qui risque de suivre le pas. Face à ce chaos et en guise de pathétique recours, le Comité Nobel décide d'attribuer le Prix de la paix de l'année... à l'Union européenne, cette machine de destruction massive des avancées sociales. Prix Nobel salué par tous les complices de la bureaucratie bruxelloise ainsi que, de manière peu

digne, par la Confédération européenne des syndicats (CES) dont la secrétaire générale a osé féliciter l'UE pour cette « excellente décision » et accompagner Barroso et Van Rompuy à Oslo pour participer à la réception de ce prix.

Mais ces mascarades ne suffisant pas à dissimuler l'ampleur de la crise, il ne reste au système que l'option guerrière. C'est ainsi que le bruit de bottes se fait chaque fois plus menaçant et voilà qu'Obama n'a rien trouvé de mieux que de suivre la voie de Bush et qu'il « découvre » maintenant, en Syrie, des menaces de guerre chimique pour justifier une intervention militaire ouverte. Ainsi, le pays qui s'est illustré par de lâches crimes de guerre chimique contre le peuple vietnamien sort aujourd'hui ces dérisoires prétextes pour embarquer le monde dans une nouvelle aventure. Face à cette grave menace, les travailleurs et l'opinion publique ne peuvent qu'opposer une mobilisation résolue. ■



## Entretien avec Felipe Van Keirsbilck,

*Secrétaire général de la CNE*

### Unir les forces opposées aux politiques d'austérité

*Né à Cochabamba au centre de la Bolivie, de parents belges installés dans ce pays il y a une petite cinquantaine d'années, Felipe Van Keirsbilck est le Secrétaire général de la CNE, qui représente une nouvelle manière de faire du syndicalisme qui émerge dans notre pays et qui se caractérise par certaines ruptures. Celle par exemple, d'assumer le risque de lancer un appel ouvertement politique, exprimant le besoin d'un grand parti de gauche ; pratique pas si fréquente venant, de surcroît, d'un syndicalisme de souche chrétienne plus connu par sa modération sur le plan des initiatives politiques. Ingénieur civil de formation mais attiré davantage par les enjeux sociaux, il a trouvé à la CNE le cadre d'un syndicalisme engagé ; ce fut, peut-être, déjà une rupture. Le DR se réjouit de l'accueillir dans ses pages*

**Le Drapeau Rouge.-** Ce 14 novembre, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelait tous les travailleurs du continent à une grande mobilisation (y compris des grèves générales). Hormis les pays du « sud » de l'Europe, les résultats furent plutôt maigres. Comment expliquez-vous la disproportion évidente existante entre la violence de l'agression que subissent les travailleurs et la faiblesse de leur riposte ? Quant à la CES, quid de l'idée que se font certains

syndicalistes dans le sens qu'il s'agit d'une bureaucratie syndicale qui organise de temps en temps des 'promenades' pour se donner bonne conscience ?

**Felipe Van Keirsbilck.-** Je ne suis pas d'accord. Si la mobilisation n'a pas été un grand succès partout, je ne pense pas que l'on puisse parler d'un échec. N'oublions pas que c'est quand même la toute première fois que l'on organise une telle mobilisation syndicale à l'échelle

**« Face à des mesures radicalement anti-sociales, nous disons radicalement non ! »**

européenne et que pour ce faire, la CES a fait de son mieux pour endosser l'appel venu du Portugal, échanger les informations nécessaires, organiser les concertations, etc. N'oublions pas non plus qu'organiser une grève générale c'est quelque chose qui s'inscrit dans un contexte très difficile et qui prend pas mal de temps. Donc le N14 est un succès si on le considère comme un pas en avant sur un chemin qui doit continuer. Ça, c'est notre responsabilité. Si dans certains pays la réponse a été assez faible, je ne crois pas que l'on puisse en imputer la responsabilité à la CES. Il me semble plus important d'identifier nos propres échecs : celui du front commun syndical, celui de l'impossibilité d'agir ensemble pour résister et riposter aux agressions que subissent les travailleurs. Sur ce point précis, oui, la responsabilité des syndicats belges est engagée. Mais partout on a senti que les militants attendent les mots d'ordre, veulent s'engager.

**Le DR.-** Une mobilisation pas tout à fait réussie, la réponse des travailleurs aux politiques d'austérité plutôt faible et vous qui lancez un appel à la formation d'un grand parti de gauche sachant bien que l'unité n'est pas la caractéristique

première de la gauche radicale belge. N'est-ce pas un peu utopique ? D'où vient votre optimisme ?

**FVK.-** Je ne suis pas un optimiste dans ce domaine. Lorsque j'ai lancé cet appel, j'ai voulu exprimer l'importance d'un besoin – le besoin qu'un débat politique redevienne possible sur les enjeux essentiels – et non pas un sentiment d'optimisme. Ce besoin devrait pousser les forces opposées aux politiques d'austérité à s'unir ou, pour le moins, à se concerter. C'est cette orientation que j'encourage avec cet appel. Par ailleurs, je suis conscient que la Belgique n'a pas une grande tradition de radicalisme dans ses formations de gauche et lorsque je pense à un grand parti, je n'exclus pas, par exemple, que le Parti socialiste, ou des segments importants de ce parti, puisse vouloir revenir à sa vocation : rompre avec la prééminence d'un système fondé sur la domination d'une classe privilégiée au détriment de l'ensemble de la population. Rupture qui aujourd'hui s'exprime ou doit s'exprimer par le refus des politiques d'austérité et des logiques de compétitivité que nos gouvernements – sous le prétexte des diktats chaque fois moins démocratiques des autorités européennes... dont ils font partie eux-mêmes – sont en train d'infliger à nos peuples. Parce que lorsque je parle d'un « grand parti de gauche », je suis conscient, par simple réalisme, que le succès relatif du PTB ne suffira pas à faire basculer politiquement les choses. Ce n'est pas avec une moyenne de 3 ou 4 % que les équilibres politiques actuels seront réellement affectés.

**Le DR.-** Depuis quelque temps, y compris à gauche, on veut faire de l'indépendance syndicale une norme à ne pas toucher. Votre appel, ainsi que celui de Daniel Piron de la FGTB carolo, ne constitue-t-il pas en quelque sorte une incursion du syndicalisme dans le terrain des partis politiques ? Accepteriez-vous une semblable ingérence des partis politiques dans la vie syndicale ?



**FVK.-** Non, évidemment. Mais – précision très importante – si nous sommes persuadés que le syndicat doit « se mêler de politique » notre « ingérence » se limite au domaine des idées et des projets politiques. Absolument pas au domaine des organisations politiques. Dans cet ordre d'idées, je pense que tout dirigeant syndical, comme tout travailleur ou tout citoyen, doit avoir de l'intérêt – et si possible un engagement – pour la politique. Par exemple, quand nous réclamons la justice fiscale, que les « gros » paient davantage que les « petits », nous nous mêlons évidemment de politique. Et c'est justement dans la prolongation de cet intérêt et de cet engagement que nous croyons que lorsque des politiques injustes sont imposées au pays, les syndicalistes ont non seulement le droit mais surtout le devoir de faire part de leur avis et, le cas échéant, **d'organiser des résistances**. *A fortiori*, lorsque ces mesures sont prises sans débat démocratique réel – comme le Traité « merkozy » (TSCG) qui va être adopté sans réel débat en Belgique, alors qu'il bouleversera profondément notre État. Ce sont justement ces convictions qui expliquent la raison d'être de l'initiative dont nous parlons aujourd'hui.

Pour ce qui est de l'ingérence des politiques dans la vie syndicale, il faut faire la même distinction entre le domaine des idées, et l'organisation. Des partis politiques ont-ils quelque chose à dire dans mon organisation syndicale ? Non. Aucun. Je ne suis pas sûr que ce soit partout comme ça, mais je suis sûr que ça devrait. L'instance de direction d'un syndicat doit rendre des comptes à ses militants – donc à personne d'autre. Pour le reste, les gouvernements tentent de plus en plus de prendre une place importante dans les débats entre syndicats et patronat, et c'est souvent néfaste. Regardez ces nouvelles orientations concernant la « modernisation du marché du travail » que le gouvernement Di Rupo tend à nous imposer et qui modifieraient radicalement, au bénéfice du patronat bien entendu, les acquis des travailleurs. De même pas mal de politiques essaient de niveler, vers le bas, le statut des employés pour les assimiler à ceux des ouvriers au lieu de susciter une progression inverse. Le pire de tout étant évidemment l'odieuse loi de 1996 sur la Compétitivité, qui permet le contrôle des salaires, et qui va conduire maintenant à



un blocage par l'État des salaires, pour au moins deux ans. **La libre négociation des salaires est le cœur même de la concertation sociale.** Quelle ironie que ce soit un gouvernement fortement marqué de libéralisme (en principe contre les interventions de l'État, non ?) qui impose une gestion administrative autoritaire des salaires. Dans ce contexte, les innovations de langage (adoptées sans aucun esprit critique par tous les partis) sont édifiantes : on ne parle plus de cotisations sociales, on préfère parler des charges patronales. On ne parle plus de productivité (produire avec moins de travail) mais de compétitivité (produire avec moins de salaire)... C'est ainsi que le salaire (qui pour nous reste la solution) est devenu, pour eux, le problème. Combien de partis ou de dirigeants politiques sont encore capables de résister à la logique de la compétitivité voulue par la religion européenne ! ?

**Le DR.-** Y a-t-il des différences entre l'appel lancé par Daniel Piron de la FGTB-Charleroi et le vôtre ?

**FVK.-** Certainement, mais je dirais qu'il y a surtout des ressemblances. Je crois que nos camarades carolos ne font que démontrer que, peu importe les origines historiques de nos organisations, il existe une conscience commune, de classe, face à la situation d'urgence sociale créée par les mesures que le néo-libéralisme est en train de généraliser en Europe. De ce point de vue, l'appel de Daniel pour qu'une résistance véritablement de gau-

che s'organise, et sa critique des options du Parti socialiste, sont tout-à-fait opportuns. Parce que nous ne pouvons plus nous fier aux étiquettes : aujourd'hui une étiquette politique ne veut plus rien dire. Le plus souvent, c'est comme dans les grands magasins : l'étiquette sert à attirer le client, et à le tromper – si jamais il y a une information réelle, elle est écrite en caractères minuscules. Regardez les pratiques des gouvernements de Zapatero en Espagne et de Papandreou en Grèce : des partis pourtant bien étiquetés socialistes, mais qui ont suivi et parfois précédé les pires mesures de l'austérité... et des partis que les électeurs de ces pays ont mis au chômage – étiquettes comprises. Donc, pas plus qu'on a envie de beurre sans matière grasse, de chocolat à base d'huile de palme ou de viande à la dioxine, **on n'a plus envie non plus, en Europe, de partis socialistes sans socialisme dedans**, et fortement contaminé au libéralisme. À ce propos, ce que nous observons dans les pratiques du gouvernement Hollande en France illustrent bien cette distorsion de la sémantique. Si je n'avais pas beaucoup d'espoir dans son élection, je m'attendais au moins à ce qu'il tienne une partie de ses promesses. Or, après avoir dénoncé à maintes reprises ladite « règle d'or » et le TSCG, il est devenu en peu de temps, une fois installé à l'Élysée, son représentant de commerce.

S'il devait y avoir une nuance avec l'appel de Daniel elle réside (si je l'ai bien compris) dans le fait qu'il propose une impli-



## L'invité du DR

## Le Drapeau Rouge

cation directe du syndicalisme dans la constitution de cette force politique, dans la formation de ce front de gauche. Pour nous, cette implication n'est pas envisageable. **Nous tenons à garder notre totale indépendance vis-à-vis des partis politiques.** Autant nous revendiquons le droit de nous exprimer sur des thèmes politiques intéressant les travailleurs, autant nous voulons garder une claire distance avec l'aspect organisationnel de la vie politique. Nos membres, nos dirigeants ont évidemment des idées et des convictions politiques, mais nous n'acceptons pas des représentants politiques dans les organes de direction de notre syndicat – et nous n'accepterions jamais, non plus, que des dirigeants de la CNE siègent à la direction d'un parti, ou prennent des responsabilités dans ou au sein d'un parti. Et j'espère qu'on ne va pas interpréter ça comme de « l'apolitisme » : cette indépendance n'entame ni notre engagement politique dans le sens non partisan du terme ni la radicalité de certaines de nos positions qui ne sont que le résultat de la radicalité des mesures que nous combattons. (face à des mesures radicalement anti-sociales, nous disons radicalement non !)

**Le DR.- Pour la mise en œuvre de cette radicalité sur le plan de l'unité syndicale, la division linguistique du pays ou le fait de venir de sources idéologiques distinctes (socialiste pour la FGTB ; chrétienne pour la CSC) n'est-elle pas un obstacle ?**

**F VK.-** L'organisation syndicale d'un pays reflète toujours en partie la réalité sociale, historique et culturelle de ce pays (mais en partie aussi elle transforme et elle produit cette organisation – en Belgique c'est le mouvement syndical qui a imposé le suffrage universel). Or, le nord et le sud de notre pays ont des traditions, des caractéristiques et des sensibilités distinctes. C'est évidemment une difficulté à gérer – et pour l'instant, contrairement aux partis, nous restons capables d'unité. Cela dit, nous sommes conscients que des forces politiques réactionnaires essaient d'instrumentaliser ces différences pour nous distraire de l'urgence de l'unité des travailleurs au-delà de leurs différences linguistiques et culturelles. Nous en sommes conscients et des travailleurs et syndicalistes de la région flamande le sont également. Quant aux distances entre la FGTB et la CSC, nous avons connu ces dernières

années des *ratés* importants par rapport aux *projets unitaires*. Et soyons honnêtes, ces ratés avaient des causes liées à des pratiques de pouvoir, à des concurrences, qui n'ont pas grand chose d'idéologique. J'aimerais qu'on m'explique ce qu'il y avait de « socialiste » ou de « chrétien » dans les occasions ratées d'expression commune ces dernières années... Mais nous avons aussi enregistré des succès significatifs, comme la manif du 30 janvier. Par ailleurs, tout ce qui pourra renforcer nos autonomies par rapport aux partis politiques qui traditionnellement « chapeautaient » certaines parties du syndicalisme, sera un progrès qualitatif vers l'unité d'action. Mais le contexte actuel n'est pas de nature à faciliter un rapprochement important. Dans une situation de crise majeure, au moment où on aurait le plus besoin d'unité, les confusions tendent souvent à nous conduire à faire des politiques d'appareil et finalement à des replis sur soi. Il faut être conscient de ces dangers.

**Le DR.- Quelles sont, à votre avis, les priorités des luttes syndicales aujourd'hui ?**

**F VK.-** Je dirais qu'il y en a quatre. D'abord la **lutte pour l'emploi**, contre le chômage et contre les mesures qui tendent à pénaliser les chômeurs dans un contexte de mesures économiques macro qui, justement, vont produire le chômage. Ensuite le **refus de l'austérité** qui conduit à la destruction des droits et à la dépression de la consommation et donc à la fermeture des entreprises. **Mettre la finance au pas**, c'est une des grandes urgences ; finalement, « last but not least », lutter pour une véritable **justice fiscale** : nous venons de le voir avec les nouveaux cadeaux qui se préparent pour amnistier les fraudeurs du fisc sous prétexte de faire revenir leurs capitaux, et le refus buté du gouvernement d'instaurer une taxe sur les millionnaires que la population demande très majoritairement. Face à ces priorités, nous devons entreprendre des luttes pour la réduction collective du temps de travail et la création des emplois non marchands ; résister aux privatisations qui s'annoncent et chercher à revenir sur celles qui ont déjà eu lieu. Dénoncer ces mesures qui protègent les millionnaires sous le masque de favoriser l'investissement par le retour des capitaux, ignorant que notre pays est devenu, en tant

que véritable paradis fiscal, le dépotoir des fraudeurs européens.

Et ces priorités ne pourront être concrétisées qu'en apprenant à penser et agir à la fois au plan national et au plan européen. C'est pour ça qu'une coalition comme l'AlterSummit est très importante ([www.altersummit.eu](http://www.altersummit.eu)).

## ALTER SUMMIT

**Le DR.- tout ceci correspond à la réalité du pays, loin d'être optimale bien entendu mais loin aussi de connaître le sort tragique de tant de populations dans le monde, depuis la Yougoslavie et l'Irak hier, la Libye, la Syrie, Gaza, aujourd'hui et demain probablement l'Iran, qui vivent au rythme des bombardements que les grandes puissances infligent à ces pays sous prétextes humanitaires qui cachent mal leurs appétits géopolitiques. Face à tous ces drames, un silence presque total des organisations syndicales. Comment l'expliquez-vous ?**

**F VK.-** Je comprends le souci que cette question reflète. Il ne faut pas oublier, encore une fois, le contexte. Nous vivons en pleine mondialisation et cette mondialisation – associée au libre échange, à la compétitivité inter-étatique, aux délocalisations – fait, à juste titre, peur aux travailleurs ; ils sont méfiants de ce processus, ils en ressentent directement les effets négatifs, et cela peut produire une tentation de repli – « *on a déjà tellement de difficultés chez nous* »... D'où, d'ailleurs, l'importance de la pédagogie, de la formation parce que l'internationalisme ne fait plus partie comme antan, des préoccupations syndicales bien partagées. En outre, nous sommes envahis par un discours islamophobe, le fameux fantasme du « choc des civilisations », qui sert à aveugler les peuples sur les causes réelles de ces guerres.

L'internationalisme, au sens fort du terme, qui était pour le syndicalisme comme une sorte de « premier commandement », d'évidence, n'est plus une valeur-phare dans tous les syndicats – c'est là une des faiblesses du syndicalisme d'aujourd'hui. ■

*Propos recueillis par Vladimir Caller*



## Résister aux diktats de Mittal

Freddy Guidé

*Ces derniers temps, non seulement en Belgique mais partout en Europe, le monde du travail a été mis à rude épreuve. Les entreprises ferment en masse au seul profit des actionnaires. La sidérurgie a subi une onde sismique depuis les rives de la Meuse à Liège jusque sur celles de la Moselle à Florange. Petit aperçu.... Chroniques d'une mort programmée*

**L**askhmi Mittal avait fait beaucoup parler de lui et de la sidérurgie et s'était montré très préoccupé par la crise de l'euro, peu de temps avant l'ouverture des Jeux Olympiques. Une première fois au cours d'une conférence de presse où « Il ne s'interdit pas de mettre au sommeil, voire de fermer, de nouveaux sites sur le Vieux continent ».. Laskhmi Mittal qui n'a peur de rien est ensuite parti faire le mariolo avec la flamme olympique dans les rues de Londres...

Il n'y a pas qu'en Belgique que Mittal est actif dans la sidérurgie. Il n'y a pas qu'en Belgique que Mittal veut fermer ses sites. Il n'y a pas qu'en Belgique que Mittal a les socialistes comme interlocuteurs politiques. En France aussi. Coup d'œil sur deux situations à la fois proches et lointaines.

À Florange, à moins d'une heure de route d'Arlon, les sidérurgistes sont engagés dans un combat contre la direction d'ArcelorMittal. Le géant de l'acier veut fermer définitivement deux hauts fourneaux, ce qui mettrait directement 629 travailleurs à la rue. Un coup de massue. Bien que les syndicats étaient loin d'être optimistes quant à l'avenir de la phase à chaud dans le bassin liégeois, l'annonce du gouvernement



wallon du refus de Mittal de vendre l'outil assombrit encore un peu plus l'avenir de la sidérurgie wallonne. Le ministre de l'Emploi de la Région, Jean-Claude Marcourt (PS), a déclaré à La Meuse : « J'ai le sentiment de pouvoir regarder chaque travailleur droit dans les yeux. J'ai fait tout ce que je pouvais faire par rapport à une réalité. » Pourtant on a fait miroiter une solution pour une sidérurgie intégrée pendant une année. Ces dernières semaines, le Ministre s'est déclaré impuissant face au géant de l'acier. Le monde politique n'était pourtant pas impuissant quand il a voté pour la vente de Cockerill au privé en 1998. Pourquoi ne prend-il pas ses responsabilités aujourd'hui ?

### Les syndicalistes français déçus

Une situation qui est sensiblement la même en France, à Florange. À moins d'une heure de route d'Arlon, les sidérurgistes locaux sont eux aussi engagés dans un combat contre la direction d'ArcelorMittal. Le géant de l'acier veut fermer deux hauts fourneaux et l'aciérie, ce qui mettrait directement 629 travailleurs à la rue (en comptant les soustraitants, 1 500 personnes seraient concernées, selon les syndicats). Le PS local, au pouvoir, a déjà été plus loin que son homologue belge. Le gouvernement a invité Lakshmi Mittal à l'Élysée. Et le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a effectué une visite éclair à Florange : « La première

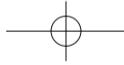
concession de la part d'ArcelorMittal est faite et consiste à accepter une reprise, là où ailleurs, dans d'autres sites, il la refuse », a-t-il, entre autres, déclaré. En faisant allusion à la situation belge ?

L'État français veut racheter la filière chaude (hauts fourneaux et l'aciérie) pour un euro symbolique. C'est surtout pour temporiser : acheter pour vendre à un repreneur le plus vite possible. Cette initiative vient d'un projet de loi obligeant un industriel à céder une usine viable promise à la fermeture. Elle « sera votée avant trois mois », selon Montebourg.

### Pas une affaire d'État en Belgique

Selon José Verdin, expert pour la FGFB, l'État français est quand même allé plus loin que l'État belge. « Ce qui est clair, c'est qu'il y a une puissance publique qui a été bien plus forte du côté de la France. Le gouvernement en a fait une affaire d'État alors qu'en Belgique il n'y a même pas eu de contact avec Lakshmi Mittal », a-t-il déclaré sur les ondes de la RTBF.

Mais cela reste insuffisant, même du côté français. Dans un communiqué, le syndicat CGT a réagi à la venue du ministre : « Le gouvernement a tranché, il privilégie le découpage du site de Florange. Mittal veut se désengager d'une partie des Usines à Chaud, l'État se dirige vers une possibilité de transmission des



## Les luttes

## Le Drapeau Rouge



outils abandonnés à un repreneur ? (...) La CGT refuse cette stratégie de saucissonnage qui va conduire inévitablement vers des suppressions d'emplois. La solution gouvernementale s'éloigne dangereusement du rapport d'expertise ! Cette politique affaiblit tous les acteurs industriels, en amont et en aval de Florange. C'est pourquoi nous refusons cette option de démantèlement. »

Ce communiqué mentionne le rapport Faure commandé par le gouvernement français, qui montre qu'une sidérurgie intégrée (chaud et froid) est viable et rentable à Florange. C'était en juillet dernier. Il fait écho au rapport Syndex qui, un mois auparavant, présentait les mêmes conclusions pour le site liégeois. Dans les deux cas, ces rapports ont donc été ignorés. Et, ce lundi 1er octobre, Mit-

tal annonçait la fermeture définitive des deux hauts fourneaux à Florange...

### Mittal et son monopole

Il faut souligner ici l'attitude du groupe Mittal. Il est allé très loin dans l'obstruction. Comme l'écrivait la *Libre Belgique* le 25 septembre, suite à une réunion entre le gouvernement wallon et les représentants de Mittal Europe, « la multinationale a fait savoir qu'elle n'achèterait jamais la fonte sortie d'un haut fourneau réquisitionné par les autorités publiques et qu'elle donnerait une consigne identique à tous ses sous-traitants. Ainsi, le groupe (anglais ? Indien ?) atomise la viabilité économique d'un petit sidérurgiste indépendant créé en région liégeoise grâce aux deniers publics régionaux ». Une menace que les dirigeants wallons ont

prise au sérieux, apparemment. Le groupe ArcelorMittal est le premier producteur d'acier dans le monde. S'il n'est pas dans une situation monopolistique, il est loin devant tous les autres : en 2011, il a produit 97,2 millions de tonnes. Son dauphin, 44 millions...<sup>1</sup>

Mais, même vu l'importance du groupe Mittal, l'attitude du gouvernement wallon, Jean-Claude Marcourt en tête, n'est pas justifiée. Pourtant, si on a fait une loi pour privatiser la sidérurgie, qu'est-ce qui empêche de faire une loi pour la rendre publique ? Jusqu'à preuve du contraire, ce sont quand même les hommes politiques qui font les lois, pas Lakshmi Mittal. Et qui a voté la loi sur les intérêts notionnels qui permet à Mittal de ne pratiquement pas payer d'impôts en Belgique ?

Éric Corbeaux, membre du comité exécutif du Parti communiste français (PCF), critique lui aussi l'attitude de « son » gouvernement : « Les salariés de Florange et, à travers eux, la sidérurgie française, n'attendent pas un euro symbolique pour les sauver mais une volonté politique et industrielle forte pour un vrai redressement productif en maintenant l'intégralité du site de Florange et l'ensemble des emplois.<sup>2</sup> »

Pour résumer, à Liège comme à Florange, des rapports montraient la rentabilité d'une sidérurgie intégrée. À Liège comme à Florange le PS au pouvoir n'a guère montré d'opposition (même si le PS français a déjà été plus loin que son homologue wallon). À Liège comme à Florange, les travailleurs vont se retrouver sur le carreau. Sauf si, à Liège comme à Florange, on ose parler de nationalisation... ■

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?**

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CARCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CARCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :  
**CARCoB**, 33, r. de la Caserne,  
B-1000 Bruxelles,  
Tél.: 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :  
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.



# Comprendre la Syrie

Bruno Drweski \*

Si l'on en croit les dernières nouvelles, une sorte de statu-quo ce serait installé dans le pays. Par ailleurs, dans les « grands » médias d'Occident et du Golfe arabo-persique le sujet syrien tend à disparaître des manchettes, ce qui tend à confirmer l'hypothèse que les négociations pourraient remplacer la logique de guerre voulue par ceux qui pensaient, il y a presque deux ans déjà, que « *Assad va tomber dans quelques semaines* ». Mais restons prudents, car l'enjeu syrien est stratégique pour les États-Unis et les États sur lesquels ils ont su garder la prééminence via l'OTAN. En effet, les conflits qui se sont multipliés dans le monde depuis le démantèlement du Pacte de Varsovie sont presque tous partis d'un désir de guerre venue de l'Ouest (Yougoslavie, Irak, Afghanistan, Libye, Mali, Côte d'Ivoire, Gaza, Congo, Somalie, Géorgie, sans parler des vieux conflits qui n'ont toujours pas trouvé de solution, Palestine, Chypre, Cachemire, etc.).

Face à la crise systémique du monde capitaliste devenue permanente depuis trente ans, nous avons vu apparaître le contrepoids des puissances dites « émergentes » rassemblées autour du BRICS et de différentes institutions comme l'Organisation de coopération de Shanghai et le Mouvement des non alignés ainsi que des regroupements régionaux comme l'ALBA en Amérique latine ou l'Union africaine. La prééminence acquise par Washington au moment de la dislocation du camp socialiste, a connu son apogée, et sans doute son chant du cygne, lors du conflit en Libye qui visait, en plus de prendre possession d'une riche économie et de bases stratégiques dans tout le Sahel, de contrôler les dynamiques populaires des premiers moments du « printemps arabe ». L'opération libyenne fut un succès apparent pour la coalition occidentale en crise et des monarchies obscurantistes du Golfe,

\* Maître de Conférences au 'Centre de Recherche Europes-Eurasie' et Directeur de 'La pensée libre' à Paris [www.lapenseelibre.fr](http://www.lapenseelibre.fr)

mais elle permit aux bourgeoisies nationales des « puissances émergentes » de revenir à la bonne vieille logique des rapports de force pour imposer un équilibre international qui ne soit plus à sens unique. D'où la résistance qui s'est manifestée sur la Syrie de la part de la Russie, de la Chine et, bien sûr, de leur allié iranien dont les récentes prouesses technologiques prouvent que, là aussi, nous avons affaire à une puissance émergente.

## L'enjeu syrien pour les grandes puissances et les puissances régionales

Le conflit syrien a tout d'abord une cause internationale, ce pourquoi il sera difficile de sortir de la logique de guerre dans la mesure où aucun des protagonistes, ne peut plus se permettre de perdre la face par une défaite trop visible. Même si l'on peut penser que, côté occidental, certains peuvent envisager de sacrifier les « puissances secondaires » dont ils se sont servis, les monarchies du Golfe et la Turquie « néo-ottomane ». On peut aussi se demander, en observant la nervosité des dirigeants israéliens, si certains occidentaux n'en sont pas venus à l'idée que même Tel Aviv pourrait cesser de profiter de leur soutien jusque là inconditionnel. C'est aussi dans ce contexte qu'on ne peut que s'étonner de voir que la « France du changement », celle de François Hollande, et son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, soit si entièrement acquise au « lobby qui n'existe pas ». Quoiqu'il en soit, vu l'état des finances françaises et la profonde crise sociale que traverse le pays on peut comprendre pourquoi l'argent du Qatar et des autres monarchies absolutistes est devenu aux yeux de certains, y compris parfois à la gauche de la gauche, nécessaire au « sauvetage de la République » (sic !). Tout cela en dit long sur l'état du capitalisme occidental et ses tentations de fuite en avant rappelant parfois les mois qui ont précédé l'été 1914. Voilà pour l'aspect international et géopolitique de la crise syrienne, ce pays étant la porte d'accès vers la

péninsule arabique et les profondeurs du continent eurasiatique tout au long de la vieille route de la soie, à travers l'Irak, l'Asie centrale jusqu'en Chine. A quoi il faut désormais ajouter qu'on a trouvé, au long des côtes de l'ancien « Sham » (la grande Syrie historique Syrie+Antioche+Liban+Israël/Palestine+Jordanie), de grosses réserves de gaz et de pétrole. De quoi exciter l'appétit de ceux qui veulent contrôler l'approvisionnement énergétique du monde entier, en particulier celui des puissances émergentes. C'est dans ce contexte qu'Israël veut affronter l'Irak. Il lui faut donc tester ses capacités militaires face à des adversaires armés par la puissance iranienne. Ce qui peut expliquer les tirs israéliens contre la Syrie, le bombardement d'une usine d'armement au Soudan et l'attaque contre Gaza au cours du mois écoulé. Mais la crise syrienne n'aurait pas duré s'il n'y avait pas eu des divisions, des tensions et des contradictions en Syrie même.

## Les causes des tensions internes à la société syrienne

Certes, depuis le début des manifestations « pacifiques » de l'année 2011, on a pu noter que des éléments armés poussaient à la tension, comme cela avait d'ailleurs déjà été le cas lors des premiers troubles en Libye. D'ailleurs, les médias du Golfe ou de l'Occident, si prompts à nous montrer « en live » la place Tahrir lors de la chute de Moubarak, ne nous ont jamais montré, en utilisant les mêmes techniques, les manifestants « pacifiques » de Benghazi ou de Homs. Ce qui en dit long sur leur « déontologie ». Il n'en est pas moins clair pour autant que, au début, il y a eu en Syrie des manifestants pacifiques qui n'avaient aucune volonté de voir leur pays faire appel aux monarques étrangers et que les forces de répression d'Assad ont sans doute eu, selon leurs vieilles habitudes, la main très lourde.

Mais nous avons vu apparaître, dès le début, des groupes armés dirigés de l'étranger et orientés par Al Jazeera qui

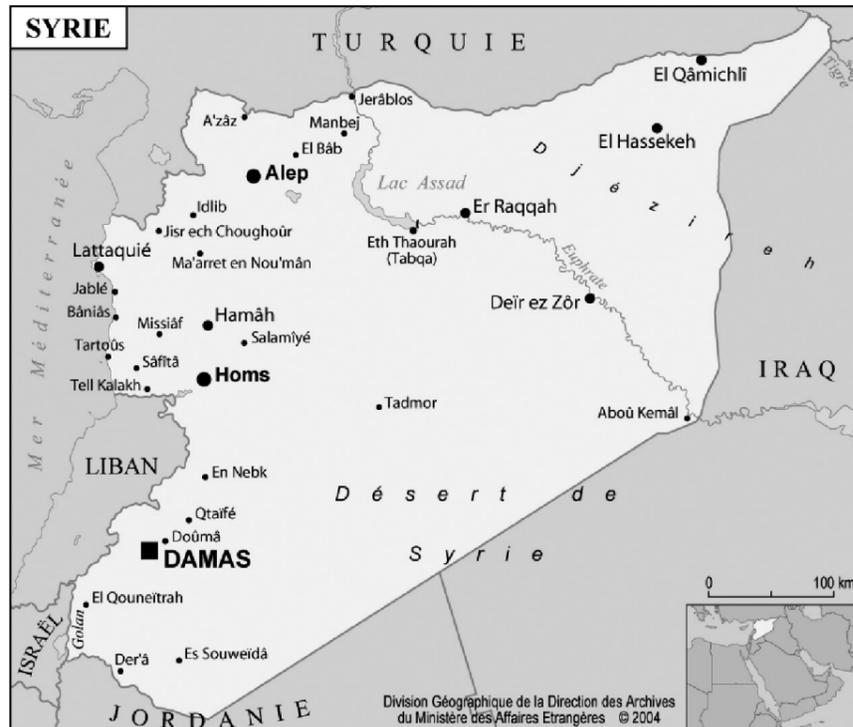


## International

### Le Drapeau Rouge

leur transmettaient les fameuses « consignes du vendredi », jour de rassemblement dans les mosquées, ce qui a permis de court-circuiter les mouvements non armés d'opposition assez dispersés. Face à cela, de nombreux courants d'opposition se sont retirés de ces manifestations pour prôner des négociations avec le gouvernement et refuser toute ingérence extérieure, occidentale, golfiste ou turque. Le gouvernement de Damas de son côté a pris la mesure de certaines de ses erreurs, en prenant langue avec ces différentes oppositions anti-interventionnistes ignorées des médias occidentaux. Comme ils ont ignoré les résultats du référendum constitutionnel, des élections locales puis législatives. Damas a semblé ainsi en état de rassembler derrière elle une majorité de Syriens, si l'on compare les taux de participations avec les enquêtes d'opinion qui ont pu être menées<sup>1</sup>. Cela étant, il est aussi évident que face à une petite majorité de Syriens décidés à défendre coûte que coûte leur État face à la menace de scissions, il existe aussi une minorité importante opposée au gouvernement parmi laquelle certains appuient les groupes armés qui recrutent des Syriens et bénéficient du réservoir infini de recrutement de la masse des jeunes désespérés, désœuvrés et sans perspectives que l'on trouve dans les pays arabes, en particulier dans les pays du Golfe (60% de pauvres en Arabie saoudite<sup>2</sup>). Il faut aussi rappeler que la Syrie n'a pas de grandes ressources mais qu'elle a su tant bien que mal assurer un certain minimum social au cours des premières décennies d'un régime baathiste élargi à d'autres composantes « progressistes » selon le modèle « soviétique » du parti d'avant-garde et de ses courroies de transmission (ici communistes, nationalistes arabes, etc.). Ce régime a aussi garanti une égalité entre les diverses communautés ethno-religieuses du pays tout en freinant les ardeurs des courants « réislamiseurs » qui se manifestaient dans la société, y compris au sein du Baath. Il a aussi mené une répression sauvage contre les opposants les plus résolus. Il existait alors un fragile équilibre entre modernité et tra-

1. Voir notes dans mon précédent article paru dans le *Drapeau Rouge*  
2. Voir : *Les droits de l'homme en Arabie Saoudite*, Académie de Géopolitique de Paris, 2012, 470 p.



ditions dans lequel le rôle des alaouites est souvent surestimé par les médias occidentaux qui, fidèles à leur vision « orientaliste », veulent voir de façon simpliste « l'Orient compliqué » au travers des tribalismes, clanismes, intégrismes « ancestraux » et inexplicables... Comme si, de même qu'en Occident, en Syrie aussi la modernisation n'avait pas opéré de changements importants.

La Syrie depuis Bachar el Assad a sans doute négligé les clivages de classe émergentes dans la foulée de certaines réformes libérales, mais elle a en revanche obtenu trois acquis qui n'éveillent aucune sympathie chez le décideurs occidentaux : elle a refusé de s'endetter, elle a atteint l'autonomie alimentaire et en médicaments et elle a développé une politique culturelle, dont la création d'un cinéma national proposant des films et séries télévisées d'un haut niveau, concurrençaient les films bas de gamme égyptiens, indiens et turcs et celle d'un opéra de Damas accessible aux classes populaires. Et elle a accueilli plus d'un million et demi de réfugiés irakiens, sans parler des Kurdes de Turquie et des Libanais qui se sont réfugiés lors de la dernière attaque israélienne. Tout cela a un coût, sans parler de l'état de confrontation avec Israël qui exige de soutenir la résistance libanaise.

Cela étant, l'arrivée de Bachar El Assad au pouvoir à Damas a suivi le démantèlement du bloc socialiste ce qui ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences. Une libéralisation de l'économie s'en suivit qui vit l'enrichissement d'une nouvelle bourgeoisie, souvent d'origine sunnite, aux côtés des petites et moyennes bourgeoisies plus traditionnelles qui avaient été protégées par le « socialisme » baathiste. Ce qui renforça les clivages sociaux et régionaux, défavorisant les parties périphériques du pays, surtout peuplées de Kurdes (nord-est du pays) ou de musulmans sunnites traditionalistes (régions rurales jouxtant la frontière turque et les régions à dominante alaouite de la côte... tout aussi pauvres d'ailleurs). C'est ce mécontentement réel que les groupes armés ont parfois réussi à exploiter. Milices mal unifiées par les structures fétiches comme le Conseil national syrien créé à l'étranger, désormais « élargi » en « coalition » sous l'égide de Ahmad Moaz Al-Khatib... un cadre supérieur de la compagnie pétrolière occidentale « Shell ». Quant à l'Armée syrienne libre ce n'est qu'un label pour divers groupes combattants divisés sur leurs objectifs, leurs sensibilités politiques et/ou religieuses et surtout leurs obédiences en Syrie, et plus souvent dans les deux

suite page 14



## Bombardement et propagande Gaza à nouveau meurtrie

Freddy Guidé

L'État d'Israël a lancé une nouvelle offensive contre la population de Gaza le mercredi 14 novembre : une offensive préméditée, préparée il y a plusieurs mois déjà par l'armée israélienne et les Services généraux de sécurité. Aux abords de Gaza, les chars d'assaut, les milliers de soldats et réservistes piaffaient d'impatience pour entrer dans la bande de Gaza et renouveler leurs agressions contre la population locale...

Plus de mille tonnes d'explosifs ont été déversées sur une population assiégée et attaquée de tous les côtés par la quatrième armée du monde avec comme bilan plus de cent vingt Palestiniens morts.

Parmi les victimes, des dizaines d'enfants (une pénible moyenne d'un jeune sur quatre parmi les victimes), de femmes, de vieillards. Cette réalité n'empêche pas à des hommes politiques israéliens d'appeler leur armée à « raser Gaza », affirmant « il n'y a pas d'innocents là-bas ». Pour ce qui concerne les victimes, il ne s'agit en aucune manière de « dégâts collatéraux » (selon l'honteuse expression introduite par les « communicants » militaires lors de la guerre d'Irak ou de la Yougoslavie). En effet, quand une armée utilise des drones et des chasseurs-bombardiers F-16 pour attaquer une ville très densément peuplée, elle sait d'avance qu'elle va faire de nombreuses victimes civiles. Ce choix froid et conscient est donc parfaitement assumé, quoique évidemment aussitôt nié par les mêmes communicants. La Bande de Gaza a grosso-modo la superficie de la Principauté d'Andorre mais compte un million cinq cent mille d'habitants, et non septante deux mille comme la Principauté...

*"Israël recourt à la sophistication des attaques aériennes et des navires de guerre pour bombarder des camps de réfugiés surpeuplés, des écoles, des immeubles à appartements, des mosquées et des bidonvilles afin d'attaquer une population qui n'a ni force aérienne, ni défense aérienne, ni marine de guerre, ni armes lourdes, ni*

*unités d'artillerie, ni véhicules blindés, ni commandement, ni contrôle, ni armée... et il appelle ça une guerre. Cela n'a rien d'une guerre, c'est de l'assassinat"* a estimé Noam Chomsky, qui récemment séjournait à Gaza. Le gouvernement belge doit condamner cette agression. Qu'il arrête de soutenir ce régime criminel et qu'il applique un embargo militaire, une fois pour toutes. Ce n'est évidemment pas avec l'actuel Ministre de la défense qu'une telle initiative risque de voir le jour !

Parallèlement, face au bombardement de Gaza, s'amorce une offensive médiatique en Europe, qui comme à chaque fois que l'image publique de l'État d'Israël se dégrade, on nous sort invariablement le devoir de mémoire pour contrecarrer cette dégradation. Le premier à être sur la touche, le quotidien *Le Soir* qui annonce le bombardement de Gaza du 14 novembre en première page tandis qu'une page centrale entière est consacrée *"Aux blessures profondes des enfants juifs cachés..."*

Ce type de rappel est bien utile pour obtenir de l'opinion publique une attitude de compréhension, voire de soutien envers l'État agresseur car comme l'affirme M. Maurice Sosnowski, Président du Comité de Coordination des Organisations juives de Belgique (CCOJB) dans la même édition de ce quotidien, *"il y a en Belgique un antisémitisme endémique qui connaît un regain lors de chaque conflit israélo-palestinien"*. D'où sort-il cela, lui, ce Monsieur Sosnowski ? La Communauté juive est sans doute la communauté religieuse la mieux protégées de notre pays... Avec, en plus, un tel arsenal juridique qui risque de vous conduire en prison au moindre dérapage verbal... parce que de nos jours, on a tendance de plus en plus à faire l'amalgame entre les critiques à la politique sioniste et l'antisémitisme..

Mais ce rappel opportuniste à la Shoah, usé jusqu'à la corde, marche de moins en moins. Dans l'opinion publique internationale, l'image d'Israël se ternit lentement. Le gouvernement israélien s'en rend-t-il compte ? Sans aucun doute et c'est probablement un des facteurs qui a

contribué à la négociation d'une trêve avec le Hamas. Et ce parti politique honni des autorités israéliennes a par cette occasion, démontré qu'il était un acteur incontournable de la scène proche-orientale. Israël n'a plus en face de lui l'OLP de Mahmoud Abbas, prêt à tous les accommodements mais un Hamas déterminé à résister coûte que coûte... Parmi la population gazouite, le Hamas, à défaut justement d'une politique plus militante et engagée de l'OLP, apparaît comme le seul mouvement assumant la défense de la population palestinienne comme le montre le témoignage de Caroline Bourgeret, journaliste de TV5 monde <sup>1</sup>.

Mais l'histoire s'emballa à nouveau pour la Palestine, le 30 novembre elle est devenue « État observateur non-membre » des Nations unies, lors d'un vote historique à l'Assemblée générale de l'ONU qualifié par le président palestinien Mahmoud Abbas d'« acte de naissance ». Un vote acquis à une majorité confortable mais pas écrasante de 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions.

Ce vote a entraîné aussitôt une réaction courroucée du gouvernement israélien. La politique belliciste et raciste d'Israël ne saurait être endiguée par cette avancée diplomatique. D'ailleurs, qui pourrait donner crédit à la volonté de paix de l'état sioniste, quand, 48 heures après cette décision qualifiée d'historique par les médias, celui-ci annonce en réponse une nouvelle phase de colonisation en Cisjordanie et un étranglement financier de la Palestine.

Le gouvernement israélien doit se rendre à l'évidence. Il peut escamoter et découper ce qui demeure des terres palestiniennes en autant de confettis, il ne parviendra pas à se débarrasser des Palestiniens avec ses armes sophistiquées. Ses actions ne font qu'attiser les braises de la résistance d'une population assiégée... ■

<sup>1</sup>. <http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Gaza-Israel-novembre-2012/p-23710-Couvrir-Gaza-coulisses-d-un-conflit.htm#UL4KfYHx4Q.twitter>



## Carnets d'Amérique latine

Thierry Pignolet

### Venezuela : élections présidentielles

Le 7 octobre 2012, les Vénézuéliens devaient choisir entre deux systèmes politiques fondamentalement différents. Alors que Chávez réclame une politique étrangère indépendante basée sur l'intégration latino-américaine, une étatisation des moyens de production, une démocratie participative accrue, une augmentation des programmes d'assistance, d'éducation gratuite et de santé publique, son concurrent Capriles pousse à la privatisation des entreprises publiques, s'oppose aux politiques sociales actuellement mises en place et favorise plus généralement le développement du capital privé, local et surtout étranger. Le résultat des élections au Venezuela était très important pour toute l'Amérique latine, mais surtout pour les « régimes » progressistes de Correa, Morales – et même pour les pays de centre-gauche que sont le Brésil, l'Uruguay ou l'Argentine. Au niveau interne, un triomphe de Capriles aurait signifié le retour de la patrie de Bolívar sous le joug des États-Unis, une mainmise de ceux-ci sur les immenses ressources pétrolières du pays, et un arrêt immédiat des programmes sociaux dont bénéficient des millions de citoyens. Heureusement, Chávez l'a emporté nettement sur son rival, avec une avance de quasi 10 points (comparez avec les 3 points entre Sarkozy et Hollande) et une participation électorale record de 80 %. Le « dictateur » et « populiste » Chávez a-t-il acquis cette fois la légitimité de continuer à gouverner ?

### Colombie : négociations de paix avec les FARC

Pendant ce temps, dans le pays voisin, en Colombie, s'est engagé un processus de paix avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Le 15 novembre 2012 a commencé à La Havane la 2<sup>e</sup> phase des négociations entre des représentants du gouvernement colombien et de la guérilla. C'est mal parti car, dès la conférence de presse suivant l'intervention des parties, le porte-parole du gouvernement colombien a planté qu'il

n'était absolument pas question de négocier le modèle de développement ni l'investissement étranger – chose qu'avaient déjà osé faire les guérilleros dès leur première intervention, revendiquant « un développement social avec équité et bien-être ». Il faut dire que le gouvernement colombien n'est représenté dans ces négociations par rien de moins qu'un politicien néo-libéral, un philosophe expert en thème de sécurité, un chef d'entreprise et deux généraux d'armée. Le discours du commandant guérillero Yván Márquez fut pratiquement tu par les médias colombiens. Ou, dans le cas contraire, fut rapporté comme un texte dont la forme adopte, comme d'habitude depuis 58 ans, un ton trop « dogmatique et idéologique ». Ces grands médias, à la solde des intérêts économiques, ne peuvent évidemment décemment expliquer au « peuple » colombien que la raison d'être des FARC est précisément la violence qui émane de l'actuel paradigme politique et économique appliqué dans le pays. Vers quoi vont aboutir ces négociations de paix ? Quel sera le sort réservé aux combattants des FARC ? La prison et/ou une réinsertion politique ? Dans ce dernier cas, comment assurer la sécurité des nouveaux mandataires politiques dans un pays aussi polarisé que la Colombie, quand on se souvient de la politique d'extermination qu'ont subie les candidats présidentiels, avocats, députés, maires et conseillers communaux, militants de l'Union Patriotique (UP) lors du pro-

cessus de réintégration des combattants des FARC entre 1985 et 2000 ?

### Bolivie : anniversaire et signature de la Ley Madre Tierra

S'il fut bien un héros qui rêvait d'étendre la guérilla à travers tout le territoire latino-américain, ce fut Ernesto Che Guevara. On fêtait ce 9 octobre 2012 les 45 ans de son assassinat, en territoire bolivien, sur ordre de la CIA. Il est paradoxal de constater que la Bolivie, où le Che a tenté d'initier sa révolution latino-américaine, est à présent le point de départ d'une autre révolution, sous l'égide du président syndicaliste paysan et indigène Evo Morales. Au niveau interne, la révolution bolivienne se veut démocratique, plurinationale, multiculturelle, et sociale. Au niveau international, depuis le rejet en 2010 par la seule Bolivie de l'accord international de Cancun visant à lutter contre le changement climatique, ce pays est également devenu le symbole de la défense de la Terre. Le 15 octobre 2012 y fut promulguée la « Loi-cadre de la Terre-Mère et du Développement intégral pour Bien Vivre ». Y sont promus et renforcés les droits de la Terre-Mère ; les droits des nations et peuples indigènes originaires et des paysans, communautés interculturelles et afro-boliviennes ; les droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels du peuple bolivien ; et enfin le droit des populations urbaines et rurales à vivre dans une société juste, équitable et solidaire, sans pauvreté matérielle, sociale et spirituelle. Rappelons ici brièvement que la Bolivie n'est pas le seul pays andin à prôner cette approche de reconnaissance des droits de la nature. L'Équateur leur dédie également un chapitre de sa nouvelle Constitution. La nature y est juridiquement reconnue en tant que sujet – la Pachamama. Une différence subtile s'immisce cependant entre ces deux approches andines : l'Équateur privilégie une approche localisée, insérée dans un territoire (le bassin d'un cours



d'eau, le plateau andin), tandis que la posture bolivienne indigène défend ces droits à l'échelle planétaire. On se rappellera à cet égard la convocation par le président indigène Evo Morales de la Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique, à Cochabamba, en avril 2010.

#### Cuba : réforme de la politique migratoire et condamnation de l'embargo

Cuba, paradis écologique, revendique également une « révolution verte » – reconnue officiellement par le WWF. Mais l'île se fait plutôt remarquer, pour l'instant, par l'instauration d'une nouvelle politique migratoire dont l'entrée en vigueur est prévue le 14 janvier 2013. Les Cubains pourront dorénavant sortir librement du pays et voyager à l'extérieur pendant 2 ans. Ne seront plus nécessaires la carte blanche de sortie accordée par les autorités ni la lettre d'invitation d'une personne à l'étranger. Précisons utilement que ce permis de sortie du pays avait été instauré avant la Révolution cubaine, sous le régime militaire de Fulgencio Batista. Il fut maintenu par Fidel Castro après 1959, afin de contrer la fuite de cerveaux favorisée et organisée systématiquement par les États-Unis. Sera également supprimé le permis d'entrée, favorisant ainsi le retour des exilés cubains. Là aussi, rappelons que cette mesure était maintenue pour des raisons de sécurité nationale, au moment où la CIA multipliait les actes de sabotage et de terrorisme sur le territoire cubain. Ces nouvelles dispositions pratiques rentrent plus largement dans un cadre de profondes réformes économiques initiées en 2012, qui permettront notamment aux Cubains de s'établir en tant qu'indépendants. Enfin, est-il encore utile de rappeler que les États-Unis continuent encore et toujours d'imposer un blocus à la patrie de Martí ? L'Empire vient ainsi de se voir condamner pour cela aux Nations Unies – et ce pour la 21<sup>e</sup> fois consécutive, avec 188 votes en faveur sur les 193 États membres de l'ONU.

#### Chili et Brésil : élections municipales

En parlant de votes, il est intéressant de nous pencher sur les élections municipales qui se sont déroulées, ce 28 octobre 2012, au Brésil et au Chili. Dans tout le Brésil, le Partido dos Trabalhadores

(PT) a augmenté sa représentation politique. Si ce succès aura une résonance internationale, il vient surtout contrer une campagne calomnieuse des médias brésiliens et internationaux par laquelle on prétendait, moyennant des accusations fausses et non prouvées, remettre en question la conduite éthique de dirigeants de première ligne du PT. Au Chili, d'autre part, les élections municipales se soldèrent par une grande victoire de l'actuelle opposition au gouvernement de droite du président Sebastián Piñera. Le parti communiste a avancé, conquérant quelques positions supplémentaires. Cette chute de la droite au Chili pouvait en fait se prévoir dès l'année passée, suite aux revendications fortes des étudiants contre la marchandisation de l'éducation et pour un accès gratuit à celle-ci et, dans la foulée, pour une remise en question globale du mode de gouvernance face aux dérives du néolibéralisme.

#### Tourisme de fin du monde

Enfin nous n'avons pas parcouru, dans ce bref tour d'horizon latino-américain, les terres de l'Amérique centrale. À l'approche de la date prétendument fatidique et apocalyptique de la fin de l'ère maya 13 B'aktun, le 21 décembre 2012, inquiétons-nous non d'une fin du monde (démentie par les propres leaders indigènes), mais du tourisme de fin du monde. Au Guatemala existe, là aussi, une classe dominante qui maintient le peuple indigène dans l'indigence et la pauvreté extrême. Or les autorités du pays ont informé de la réalisation de 15 actes officiels, parmi lesquels une présentation multimédia de grande ampleur sur le site archéologique maya Tikal. Les coûts de ces réjouissances s'élèverait à 8,5 millions de dollars, selon une ONG indigène, compensés par une augmentation de 10 % des rentrées financières – grâce à l'afflux de « touristes de fin du monde ». Les dirigeants indigènes se plaignent que ces rentrées financières iront alimenter directement les caisses centrales de l'État, sans se préoccuper le moins du monde des besoins criants de la descendance directe des illustres Mayas dont on fêtera la fin d'une ère. Néolibéralisme : système qui cherche à faire du profit sur l'exploitation du peuple, des pauvres. Donc, rassurons-nous, réjouissons-nous : « la fin du monde est reportée à une date ultérieure » – comme dirait Pierre Kroll. Gageons

cependant que certains se réjouiront également qu'ils peuvent continuer à exploiter et faire du profit.

#### Argentine : quand des vautours piquent sur une frégate...

D'ailleurs certains sont spécialistes pour faire du profit... C'est l'histoire d'une frégate qui voit piquer sur elle des vautours -les fonds vautours. La frégate est argentine, et les fonds vautour (*Hedge funds*), qui la bloquent au Ghana depuis le 2 octobre 2012, appartiennent au fonds d'investissement spéculatif Elliot Management. Début des années 90, NML Capital, filiale d'Elliot Management, rachète des créances d'un État argentin complètement ruiné – pour une bouchée de pain et dans un but manifeste de spéculation. Ce fonds, qui exige d'être remboursé à 100 % de la dette plus les intérêts, refuse en 2005 et 2010 les offres d'échange de titres décotés émises par l'Argentine pour réduire sa dette, pourtant acceptés alors par la plupart des créanciers. Lassés de tourner au-dessus de la carcasse de leur proie, ces charognards, sales bêtes d'une « économie charognarde », se sont à présent décidé : ils ont piqué ! Attaquant l'Argentine devant un tribunal new-yorkais, ils viennent d'obtenir une sentence de condamnation de paiement de la totalité de la dette – une somme de 1,33 milliards de dollars. À la prochaine échéance du 15 décembre 2012, l'Argentine doit payer ses engagements non seulement envers les détenteurs d'obligations qui ont accepté les échanges de titres décotés en 2005 et 2010, mais aussi ces 1,33 milliards de dette putréfiée. Déjà nos amis nécrophages se purlèchent les babines : l'Argentine court le risque d'une nouvelle cessation de paiement. Sauf, comme le soutient le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), que cette dette est illégitime. Et que l'Argentine pourrait s'en prévaloir, autant pour répudier celle-ci que pour, plus politiquement, refuser de continuer à se soumettre à des tribunaux étrangers -comme l'ont déjà fait la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela (décidément, toujours les mêmes...). Nos vautours, gourmands et morbides, attendent que la frégate s'enfonce et coule. Pourtant ils pourraient être très surpris et... dépités : celle-ci, bloquée dans les eaux ghanéennes, porte en effet un doux nom, à tendance révolutionnaire : « *Libertad* ». ■



## Acquittements sélectifs à La Haye : Derniers clous dans le cercueil de la justice internationale ?

Georges Berghezan

*En l'espace de moins de quinze jours, le Tribunal Pénal International sur l'ex-Yougoslavie, a fait preuve d'une clémence inhabituelle en acquittant cinq prévenus. Point commun : ils étaient tous accusés d'avoir commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité à l'encontre de civils serbes.*

Le premier verdict, ayant acquitté le 16 novembre les généraux croates Ante Gotovina et Mladen Markac, a résulté d'un procès en appel, les deux accusés ayant été condamnés, en première instance, à – respectivement – 24 et 18 ans de prison. Gotovina, ancien de la légion étrangère, disposant de la nationalité française, avait dirigé l'Opération Tempête. En août 1995, elle avait permis à la Croatie de reprendre le contrôle d'environ un quart de son territoire où la population serbe de la Krajina avait pris les armes et fait sécession après que la république croate se soit elle-même séparée de la fédération yougoslave. Parfois qualifiée de plus grand nettoyage ethnique depuis la Seconde guerre mondiale, cette opération avait provoqué l'exode de quelque 220 000 Serbes et la mort de près de 2 000, en majorité des civils. La plupart des exilés ne sont jamais revenus en Croatie, où la proportion de Serbes est actuellement d'environ d'un quart de ce qu'elle était avant la guerre.

### Plus de « responsabilité de commandement » pour les généraux croates

Justifiant l'acquittement, le Tribunal a estimé que les deux généraux n'étaient pas les auteurs directs de ces crimes, dont il n'a pas nié la réalité. Cependant, ce Tribunal défendait jusqu'à présent le principe de « responsabilité de commandement », qui a permis la condamnation de plusieurs dizaines de dirigeants politiques

et militaires serbes, arguant qu'ils étaient automatiquement responsables des crimes commis par leurs subordonnés. Malgré des déclarations sans équivoque des plus hauts responsables politiques croates de l'époque, le Tribunal a aussi estimé que les deux hommes ne participaient pas une « entreprise criminelle commune » visant à nettoyer la Croatie de sa population serbe. Enfin, il a usé d'oiseuses considérations balistiques pour estimer qu'il n'était pas prouvé que les bombardements qui ont détruit plusieurs bourgades serbes visaient particulièrement des objectifs civils, ceci alors que les autorités croates ont toujours refusé de livrer les carnets de tirs d'artillerie de l'Opération Tempête, soi-disant perdus.

Le verdict a divisé les juges qui l'ont prononcé, puisque seuls trois d'entre eux s'y sont ralliés. Les deux autres l'ont dénoncé en des termes peu habituels, l'Italien Pocar déclarant qu'il « contredit le sens même de la justice », que 1300 pages de preuves ont été ignorées et que ses trois collègues ont commis de « nombreuses fautes dans leur prise de décision », tandis que le dernier, le Maltais Agius, considérait que le verdict était basé sur « une approche étroite, artificielle, déficiente, confuse et problématique » menant à des « résultats incorrects ». L'ancien Procureur du Tribunal, Carla Del Ponte, s'est dite « stupéfaite » et « choquée » par le verdict et affirmé qu'il avait été influencé « par la politique, l'argent ou quelque chose n'ayant rien à voir avec le tribunal ».

En Serbie, où l'acquittement des deux généraux a été accueilli avec colère, dégoût ou résignation, plusieurs hommes politiques ont évoqué un jugement « politique » qui viserait à blanchir la Croatie de tout crime de guerre à quelques mois de son entrée dans l'Union européenne. De possibles pressions des États-Unis sont moins évoquées et on semble oublier que l'Opération Tempête a été organisée par des officiers américains « à la retraite » employés par une firme de sécurité privée, la Military Professional Resources Inc

(MPRI). Bien entendu, Washington a refusé toute coopération avec le Tribunal durant ce procès, en net contraste avec les tonnes de documents livrés à l'encontre d'accusés du camp d'en face. Ce verdict tombe donc bien pour les États-Unis, dont le rôle actif dans les guerres des Balkans continue d'être partiellement occulté. Néanmoins, l'hypothèse d'un achat des trois juges reste la plus vraisemblable, tant leur verdict semble défier toute logique humaine et juridique.

### Liquidation des témoins

Le second verdict, prononcé le 29 novembre, a acquitté Ramush Haradinaj, ancien chef de l'Armée de libération du Kosovo, ainsi que deux de ses acolytes, Idriz Balaj et Lahi Brahimaj, accusés de torture et de meurtre de civils serbes et roms au Kosovo en 1998. Il s'agissait ici d'un nouveau procès, décidé en raison des nombreuses intimidations subies par des témoins lors du premier procès ; des « intimidations » allant jusqu'à l'assassinat. Selon Vladimir Vukcevic, procureur de Serbie pour les crimes de guerre, ce ne sont pas moins de 19 témoins potentiels de l'accusation, tous des Albanais du Kosovo, qui ont été tués ces dernières années. Quant aux témoins survivants, ils ont bien entendu modifié leurs déclarations ou refusé de répondre aux juges lors des audiences. En outre, le Tribunal a autorisé Haradinaj à revenir périodiquement au Kosovo, où il a même pu exercer des activités politiques et – vraisemblablement – mettre au point des méthodes visant à faire taire ses témoins à charge.

Dans ces conditions, on n'a guère été surpris que Haradinaj soit à nouveau acquitté. À Belgrade, le porte-parole du gouvernement a déclaré que le tribunal « a légalisé la loi de la mafia au Kosovo ». Ce gouvernement pourrait bientôt devoir avaler une couleuvre supplémentaire en devant s'asseoir à une même table que devant s'asseoir à une même table que

suite page 19



## Ce que j'aurais dit à la fête de l'Huma

Jean Bricmont

*Invité à parler par les Mutins de Pangée (producteurs de films) au Forum des associations de la Fête de l'Humanité, Jean Bricmont n'a pas pu s'exprimer parce que des individus se disant « antifascistes » l'ont menacé d'agression.*

*Ces individus qui, ne sont pas à leur premier « exploit » et qui se disent de gauche, cherchent en réalité à faire taire ceux qui dénoncent les agressions militaires faites au nom des droits de l'homme (Irak, Libye, Syrie...). Hélas, la direction de la Fête n'a pas jugé utile d'assurer la sécurité de l'invité. Le DR, a cru juste de lui ouvrir ses pages par simple souci démocratique.*

Depuis les années 1990 et en particulier depuis la guerre du Kosovo en 1999, les adversaires des interventions occidentales et de l'OTAN ont dû faire face à ce qu'on pourrait appeler une gauche (et une extrême-gauche) anti-anti-guerre, ou humanitariste, qui regroupe la social-démocratie, les Verts, et le plus gros de la gauche radicale. Celle-ci ne se déclare pas ouvertement en faveur des interventions militaires occidentales et est parfois critique de celles-ci, mais elle dépense le plus gros de son énergie à « mettre en garde » contre les dérives supposées de la partie de la gauche qui reste fermement opposée à ces interventions. Elle nous appelle à soutenir les « victimes » contre les « bourreaux », à être « solidaires des peuples contre les tyrans », à ne pas céder à un « anti-impérialisme », un « anti-américanisme », ou un « anti-sionisme » « simplistes », et, surtout, à ne pas se rappro-

cher de l'extrême-droite. Après les Albano-Kosovars en 1999 on a eu droit aux femmes afghanes, aux Kurdes irakiens, et plus récemment aux peuples libyen et syrien, que « nous » devrions protéger.

On ne peut pas nier que gauche humanitariste ait été extrêmement efficace. La guerre en Irak, qui était présentée sous forme d'une lutte contre une menace imaginaire, a bien suscité une opposition passagère, mais il n'y a eu qu'une faible opposition à gauche aux interventions présentées comme « humanitaires », telles que celle du Kosovo, le bombardement de la Libye, ou l'ingérence en Syrie aujourd'hui. Toute réflexion sur la paix ou l'impérialisme a simplement été balayée devant l'invocation du « droit d'ingérence », de la « responsabilité de protéger », ou du « devoir d'assistance à peuple en danger ».

L'ambiguïté fondamentale du discours de la gauche humanitariste porte sur la question de savoir à qui se réfère le *nous* qui est supposé intervenir pour « sauver les populations ». Tous les conflits dans lesquels « nous » sommes supposés intervenir sont des conflits armés. Intervenir signifie intervenir *militairement* et pour cela, il faut avoir les moyens *militaires* de le faire. Manifestement, la gauche occidentale n'a pas ces moyens. Elle pourrait faire appel aux armées européennes pour qu'elles interviennent ; mais celles-ci ne l'ont jamais fait sans un appui massif des États-Unis, ce qui fait que le message réel de la gauche humanitariste est : « Messieurs les Américains, faites la guerre, pas l'amour ! ». Mieux : comme, après leur débâcle en Afghanistan et en Irak, les Américains ne vont plus se risquer à envoyer des troupes au sol, on demande à l'US Air Force, et à elle seule, d'aller bombarder les pays violateurs des droits de l'homme.

On peut évidemment soutenir que l'avenir des droits de l'homme doit être confié aux bons soins et à la bonne



volonté du gouvernement américain, de ses bombardiers et de ses drones. Mais il est important de comprendre que c'est cela que signifient réellement les appels à la « solidarité » et au « soutien » aux mouvements sécessionnistes ou rebelles engagés dans des luttes armées. En effet, ces mouvements ne demandent pas principalement que l'on « manifeste sa solidarité » avec eux à Bruxelles ou Paris, mais ils veulent des armes lourdes et le bombardement de leurs ennemis et, cela, seuls les États-Unis peuvent le leur fournir.

La gauche humanitariste devrait, si elle était honnête, assumer ce choix, et appeler ouvertement les États-Unis à bombarder là où les droits de l'homme sont violés ; mais elle devrait alors assumer ce choix jusqu'au bout. En effet, c'est la même classe politique et militaire qui est supposée sauver les populations « victimes de leur tyrans » et qui a fait la guerre du Vietnam, l'embargo et les guerres contre l'Irak, qui impose des sanctions arbitraires contre Cuba, l'Iran et tous les pays qui leur déplaisent, qui soutient à bout de bras Israël, qui s'oppose par tous les moyens, y compris les coups d'État, à tous les réformateurs en Amérique Latine, d'Arbenz à Chavez en passant par Allende, Goulart et d'autres,



## Débat

## Le Drapeau Rouge

et qui exploite de façon éhontée les ressources et les travailleurs un peu partout dans le monde. Il faut beaucoup de bonne volonté pour voir dans cette classe politique et militaire l'instrument du salut des « victimes », mais c'est, en pratique, ce que la gauche humanitariste prône, parce que, étant donné les rapports de force dans le monde, il n'existe aucune autre instance capable d'intervenir militairement un peu partout.

La gauche humanitariste serait cohérente avec elle-même si elle demandait aux gouvernements européens de se lancer dans un programme de militarisation massive, leur permettant de rivaliser avec les États-Unis en ce qui concerne la possibilité d'aller bombarder des pays lointains. Mais en période d'effondrement complet de nos économies, un tel programme serait parfaitement irréaliste, et même la gauche humanitariste n'ose pas le proposer.

Évidemment, le gouvernement américain sait à peine que la gauche humanitariste européenne existe ; les Américains décident de faire ou non la guerre en fonction de ses chances de succès, de leurs intérêts, de l'opposition interne et externe à celle-ci etc. Et, une fois la guerre déclenchée, ils veulent la gagner par tous les moyens. Cela n'a aucun sens de leur demander de ne

faire que de bonnes interventions, seulement contre les vrais méchants, et avec des gentils moyens qui épargnent les civils et les innocents.

La gauche humanitariste n'a aucune influence sur la politique américaine, mais cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas d'effets. D'une part, sa rhétorique insidieuse a permis de neutraliser tout mouvement pacifiste ou anti-guerre, mais elle a aussi rendu impossible toute position indépendante d'un pays européen, comme ce fut le cas pour la France sous De Gaulle, et même, dans une moindre mesure, sous Chirac ou pour la Suède d'Olof Palme. Aujourd'hui, une telle position serait immédiatement attaquée par la gauche humanitariste, qui possède une caisse de résonance médiatique considérable, comme un « soutien au tyran », une politique « munichoise », coupable du « crime d'indifférence ».

Ce que la gauche humanitariste a accompli, c'est de détruire la souveraineté des Européens face aux États-Unis et, à l'intérieur de l'Europe, de détruire toute position de gauche indépendante face aux guerres et à l'impérialisme.

La politique d'ingérence, comme la construction européenne, sont deux politiques de droite, l'une appuyant les tentatives américaines d'hégémonie,

l'autre le néo-libéralisme et la destruction des droits sociaux, qui ont été justifiées en grande partie par des discours « de gauche » : les droits de l'homme, l'internationalisme, l'antiracisme et l'anti-nationalisme. Dans les deux cas, une gauche désorientée par la fin du communisme s'est cherchée une bouée de secours dans un discours « humanitaire » et « généreux », auquel manquait totalement une analyse réaliste des rapports de force dans le monde. Avec une gauche pareille, la droite n'a presque plus besoin d'idéologie, celle des droits de l'homme lui suffit.

Ces deux politiques, l'ingérence et la construction européenne, se trouvent aujourd'hui dans une impasse : l'impérialisme américain fait face à des difficultés énormes, à la fois sur les plans économique et diplomatique ; la politique d'ingérence a réussi à unir une bonne partie du monde contre elle. Peu de monde croit encore à une autre Europe, à une Europe sociale, et l'Europe réellement existante (la seule possible) ne suscite pas beaucoup d'enthousiasme parmi les travailleurs. Bien sûr, ces échecs profitent à la droite et à l'extrême-droite, mais cela uniquement parce que le plus gros de la gauche, tombant dans le piège des bons sentiments, a abandonné la défense de la paix, du droit international et de la souveraineté nationale.■

*suite de la page 8, « Comprendre la Syrie »*

monarchies wahabites concurrentes des Saoud et du Qatar. On comprend que ces deux monarchies soient fortement menacées par les mouvements populaires mis en branle par le « printemps arabe » et par la concurrence d'un Iran qui, quelque soient les réserves que l'on peut avoir sur son régime, constitue un Etat plus développé, que les monarchies absolutistes. Iran qui soutient aussi ceux qui luttent contre l'ennemi principal aux yeux de tous les Arabes, l'occupant de la Palestine, véritable enclave militarisée placée au cœur de leur monde. L'opération libyenne, puis syrienne fut donc pour ces monarches et leurs mentors occidentaux et israéliens, l'occasion de « reprendre la main » sur une « rue arabe » qui les menaçait. La Turquie

d'Erdogan a cru pouvoir pousser Assad à « chuter en quelques semaines » dans le but d'accéder aux richesses de la péninsule arabique et du cœur de l'Eurasie par-dessus l'Iran. La campagne médiatique de mensonges et d'approximations faite contre Damas au nom de « droits de l'homme » pourtant ignorés chez les meilleurs alliés de l'OTAN prépara le terrain aux opérations armées. Aujourd'hui, le gouvernement syrien a tenu, grâce à une incontestable base sociale qui, pour partie, souhaite un profond changement de la vie politique mais sans passer par la fuite en avant dans l'obscurantisme takfiriste et néolibéral proposé par l'OTAN. Les chances d'une négociation entre Syriens semblent toujours possibles, à condition que la pression extérieure cesse. Des dirigeants, et surtout des militaires occidentaux ou turcs, semblent avoir pris la

mesure de l'impasse dans laquelle leurs gouvernements ont amené non seulement la Syrie mais leurs propres États. Pour d'autres cependant, la fuite en avant vers une guerre qui à terme ne pourrait être que mondiale (puisque ni l'Iran ni même la Russie ne semblent prêts à céder encore du terrain comme ils l'ont fait en Libye ou en Irak), apparaît comme la seule « solution ». Bref, les progressistes, laïcs mais aussi musulmans ou chrétiens, doivent être conscients de leur responsabilité face à cette bête blessée que sont devenues les puissances de l'OTAN, alors que les monarchies « islamistes » vacillent sous le poids de leurs peuples, de Bahrein aux provinces saoudiennes arrachées au Yémen, du Maroc aux côtes pétrolifères du Hasa saoudien.■



## Thomas Sankara

*Extrait du discours de Thomas Sankara le 29 juillet 1987 à un sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis Abeba, deux mois et demi avant son assassinat le 15 octobre 1987 (morceaux choisis).*

« Des bailleurs de fonds. Un terme que l'on emploie chaque jour, comme s'il y avait des hommes dont le bûillement suffisait à créer le développement chez les autres. Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des montages financiers alléchants de dossiers. Nous nous sommes endettés pour 50 ans, 60 ans, même plus. C'est-à-dire que l'on nous a amenés à compromettre le peuple pendant 50 ans et plus. »

« Si nous ne payons pas, les bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. »

« Nous avons le devoir aujourd'hui de créer le front uni d'Addis Abeba contre la dette. »

« Ma proposition ne vise pas seulement à provoquer ou faire du spectacle. »

« Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette – non pas dans un esprit belliqueux, belliciste – ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence. (...)

Avec le soutien de tous, nous pourrions éviter de payer, et en évitant de payer, nous pourrions (contribuer) à notre développement. »

« Chaque fois qu'un pays africain achète une arme, c'est contre un Africain. Ce n'est pas contre un Européen, ce n'est pas contre un Asiatique. C'est contre un Africain. Par conséquent, nous devons également, dans la lancée de la résolution de la question de la dette, trouver une solution au problème de l'armement. Je suis militaire et je porte une arme. Mais, Monsieur le Président, je voudrais que nous nous désarmions. Parce que moi, je porte l'unique arme que je possède et d'autres ont camouflé les armes qu'ils ont. »

« Avec le soutien de tous, nous pourrions faire la paix chez nous. Nous pourrions également utiliser ces immenses potentialités pour développer l'Afrique, parce



Thomas Sankara

que notre sol, notre sous-sol sont riches ; nous avons suffisamment de bras et nous avons un marché immense, très vaste, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Nous avons suffisamment de capacités intellectuelles pour créer ou – tout au moins – prendre la technologie et la science partout où nous pourrions les trouver. »

« Faisons en sorte que ce soit à partir d'Addis Abeba que nous décidions de limiter la course aux armements entre pays faibles et pauvres. Les gourdins et coutelas que nous achetons sont inutiles. Faisons en sorte également que le marché africain soit le marché des Africains : produire en Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique. Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous, nous produisons au lieu d'importer. » ■

### LEF : Une écologie de gauche et non communautaire désormais bilingue !

**Links  
Ecologisch  
Forum (LEF)**

**Radicaal Groen Linkse  
Partijoverstijgende  
Beweging**



**Forum  
Gauche  
Écologie (FGE)**

**Mouvement Radical  
Rouge et Vert,  
au-delà des Partis**

Contact : Michel Vanhoorne • tel. 09 222 40 33 • [www.lef-online.be](http://www.lef-online.be)

## Notes de l'Est

Jean-Marie Chauvier

### Cela n'étonne plus personne

Comme chaque année le 14 Octobre, dans diverses villes d'Ukraine occidentale dont Lviv et Kiev ont eu lieu les célébrations de l'Armée des Insurgés Ukrainiens (UPA ou OUN-UPA) créée le 14 Octobre 1942, l'une des émanations militaires de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN), les autres étant, notamment, le bataillon « Nachtigall » de la Wehrmacht, la Division Waffen SS « Galitchina » (Galizien), l'Armée Nationale Ukrainienne (UNA)...

Les vétérans et leurs jeunes sympathisants ont défilé en armes (milices paramilitaires d'extrême droite) avec les drapeaux nationaux jaune-bleu (drapeau de l'OUN) noir-rouge (de l'UPA), un emblème néonazi, et les portraits de leurs anciens chefs Bandera et Choukhevitch, consacrés « héros nationaux » par l'ex-président Viktor Iouchtchenko. (2004-2010)

Le principal organisateur de ces marches, l'Union « Svoboda » (Liberté), parti néofasciste lié au Jobbik hongrois et au Front National français est assuré de succès électoraux importants aux législatives du 28 avril dans les régions extrême-occidentales de Lviv (Lvov) Ivano-Frankivsk et Ternopil. (ancienne Galicie orientale polonaise)

Glorieuse routine, et comme d'habitude, pas un mot dans nos médias. Ces fascistes là ne nous dérangent pas.

### La spectaculaire remontée du parti communiste (kpu) \*

Avec près de 15%, le KPU a TRIPLÉ le nombre de ses voix. Il devient le deuxième parti à l'Est (avec des scores avoisinant les 20%) alors que le Parti des Régions y est perçu comme LE représentant des intérêts régionaux et le seul candidat crédible à une direction du pays échappent aux forces nationalistes et atlantistes. Il effectue également quelques percées à l'Ouest du pays, généralement anticommuniste. Il semble se dégager de sa réputation « exclu-



Manifestation de Svoboda. Sur la banderole, il est écrit : « Bandera, Choukhevitch, nos héros, ils se sont battus pour nous ! »

sivement russophone », gagnant de nouvelles couches populaires ukrainophones.

Victime il y a vingt ans du discrédit du communisme soviétique (PCUS), de l'effondrement de l'URSS et du basculement de l'appareil ex-communiste au service de l'administration présidentielle séparatiste, le PC désormais « d'opposition » bénéficie de la nostalgie de l'ère soviétique, des effets de la paupérisation et du rejet populaire « des oligarques et des mafieux qui ont confisqué les biens publics ».

Encore faudra-t-il voir de quoi sera capable concrètement ce parti désormais bien représenté au Parlement. À noter que c'est l'un des rares PC d'Europe (avec le tchèque, le grec, le russe, le portugais) à maintenir un effectif et un électorat important tout en ne dissimulant pas sa fidélité à la tradition pro-soviétique. Étrange retournement des choses par rapport au temps où l'on pensait que « la rupture avec le modèle soviétique » était une condition de sur-

vie pour les PC. Il est vrai que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Dniepr !

\* Pour un dossier d'ensemble sur les élections en Ukraine, et une interview de JM Chauvier sur les succès des néofascistes de "Svoboda" voir <http://www.michelcolton.info/Ukraine-les-neofascistesentrent.html>

**Le « communisme » (ses idées, ses symboles) interdit en Moldavie alors qu'il inspire le plus grand parti politique du pays !**

Une loi dans ce sens est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre et des mesures sont déjà prises à l'égard des contrevenants. L'interdit frappe également le nazisme, placé sur le même pied que le communisme – une « concession » pour la forme, sachant que le seul « ennemi » actuel en Moldavie est le communisme. En effet, la plus grande formation politique du pays est le *Parti des communistes de la République de*

suite page 18

## Robert, Jacqueline, Milou

*Ils sont partis ces dernières semaines sans faire de bruit. Robert Guillaume et Jacqueline Thaelts faisaient parti de la vieille garde de notre Parti. Milou Rikir bien plus jeune l'avait quitté depuis un bon moment mais restait attaché à l'idée communiste et au devoir de préserver ses traces dans l'histoire social et politique du pays. Pour rendre hommage à Robert nous transcrivons quelques fragments du discours que Jean-Pierre Michiels prononça à l'occasion de ses funérailles. Quant à Jacqueline, c'est Zoé Bluzstein, proche parmi ses proches, qui nous propose une note personnelle. Nous n'avons trouvé rien de mieux, pour faire le portrait de Milou Rikir, archiviste en chef du CARCOB (Centre d'archives communistes de Belgique) que de transcrire les quelques lignes où il se présente et nous explique les raisons de sa passion.*

### Robert Guillaume (1922-2012)

« Il ne faut pas toujours tourner la page, il faut parfois la déchirer ! » Cet aphorisme d'Achille Chavée, Robert, tu l'as en quelque sorte pris au mot.

Il y a une quinzaine de jours à peine, tu assistais au dernier conseil communal de la mandature qui était aussi le dernier conseil de ta carrière longue d'un demi-siècle. Cela c'était tourner la page... Mais tu n'as pas voulu devenir un « ancien » conseiller communal. Tu as décidé de la déchirer et tu t'en vas... toujours conseiller communal.

(...) Libre, tu l'étais indéniablement. Parlant haut pour défendre jusqu'au bout tes idées. Y compris au sein du Parti Communiste auquel tu étais profondément attaché... depuis septante ans. Un engagement absolu. Très tôt lorsque tu étais militant syndical. Et puis lorsque tu es devenu permanent du Parti, dans les combats du mouvement ouvrier en 1960-61 ou en soutien à l'Anglo-Germain en 1967. Tu étais de tous ces combats, proche des travailleurs que tu interpelais, haranguais avec la fraternelle rudesse qui te caractérisait et qui ne laissait personne indifférent. Car il ne fait aucun doute que tu étais comme un poisson dans l'eau au cœur de cette

classe ouvrière, au cœur de ta classe que tu as défendue avec fierté et détermination jusqu'au bout de tes forces.

(...) Et te voilà parti, Robert. Mon camarade. Tes coups de fil furibards vont terriblement me manquer. Tu vas laisser un vide énorme. Et ce n'est pas un cliché de le dire. Car avec toi disparaît un militant communiste dans toutes ses dimensions : politique bien sûr ; sociale sans aucun doute ; citoyenne au quotidien ; humaine à chaque instant. Tu t'en vas un jour de grève. Comme pour nous dire à toutes et à tous avec la force de conviction qui était la tienne que cette page là elle ne se tourne pas, elle ne se déchire pas. Car la lutte continue.

JEAN PIERRE MICHELIS

### Milou (Émile) RIKIR, (1958-2012)

Fragments d'un texte où Milou nous présente son engagement :

*« S'il ne devait demeurer pour moi qu'une seule obligation dans mon emploi, ce serait celle-ci : servir la mémoire des milliers d'êtres humains de toutes conditions sociales et convictions religieuses qui depuis 1917, en Wallonie et à Bruxelles, ont cru en une utopie et un projet politiques, se sont battus dans des luttes de tous les jours pour les faire triompher. Ces gens étaient animés d'une foi qu'ils ont tenté de faire partager par d'autres. Ils y ont quelquefois réussi. Souvent ils ont été trompés ou se sont trompés eux-mêmes, et moi avec eux. Cela n'enlève rien à l'immense valeur de ce qui fait la qualité principale de leur action : l'engagement. Ces gens n'ont pas attendu bêtement, dans leur coin, que tout – bon comme mauvais – ne leur tombe sur la tête. Ils ont voulu être les acteurs de leur propre devenir. Ne serait-ce qu'à ce titre, je me dois de tout faire pour qu'on n'oublie ni ce qu'ils furent ni ce qu'ils firent.*

*Mon rôle est celui-là. Et pas un autre. »*

### Jacqueline Thaelts (1932-2012), un souvenir

C'est en 1952 que je l'ai rencontrée grâce à Robert, son mari. Elle devait la même année donner naissance à sa fille Nadine.

Je pense que c'est à peu près dans ces années-là qu'elle a commencé à travailler au parti comme employée. Elle était une secrétaire bilingue admirable, appréciée de tous ceux avec lesquels elle travaillait. Courageuse aussi, ne rechignant pas à la tâche qu'on lui demandait.

À Anderlecht, Jacqueline s'investissait complètement dans sa section et là aussi, je sais qu'elle était admirable d'efficacité mais surtout de gentillesse avec ses camarades, même si de temps à autre elle les houspillait. Je me souviens de quelques engueulades avec notre regretté Louitje, engueulades qui me faisaient rire car cela se passait en « bruxellois ». Cela avait une odeur de folklore très amusant.

À la fédération de Bruxelles, Jacqueline, en plus d'assumer son travail de secrétariat, faisait marcher la « baraque ». Les repas du vendredi, c'est elle qui les a « inventés », dans la cave du 21, c'est là que se rencontraient les camarades, de Bruxelles mais aussi d'autres fédérations. Avec son équipe de bénévoles et grâce à sa gentillesse, nous étions toujours bien reçus.

Avec Jacqueline, nous avons partagé des moments fantastiques, notamment en transcrivant les manuscrits des livres de Jean Blume. Bien sûr, Jacqueline avait recopié l'essentiel de ces livres et Jean avait une grande estime pour Jacqueline, avec laquelle il avait travaillé durant des années à la Fédé de Bruxelles.

Avec Jacqueline, une chose était certaine, on ne pouvait se fâcher. C'était une camarade modeste et d'ailleurs on pouvait lui reprocher de l'être, car malgré son militantisme dans sa section, son travail inlassable à la fédé de Bruxelles, elle a toujours refusé d'être élue à la direction du parti. Je sais que plusieurs fois on lui a demandé d'être au comité central, place qu'elle méritait sans aucun doute, mais elle a toujours refusé, souvent pour des raisons personnelles. Jean Blume le lui reprochait très souvent. Quand nous nous retrouvions à la cafétéria du 18/20 avec Maggy, un trio de vieilles copines nous aimions à nous rappeler les années de jeunesse. Jacqueline restera dans la mémoire de tous ceux qui l'ont côtoyée

ZOÉ BLUZSTEYN

# L'insurrection<sup>1</sup>

François D'Agostino

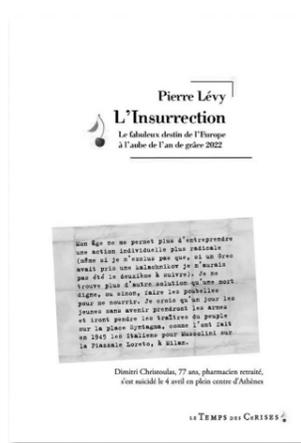
Souvent, le militant passe plus de temps à lire les journaux, des analyses, des essais et autres traités rébarbatifs (suivez-mon regard...) pour alimenter sa réflexion et son action politique. Et l'humour, soyons franc, est rarement présent dans ces lectures. C'est bien dommage. Mais il arrive parfois de tomber sur un livre qui, en plus de faire réfléchir et de bousculer le lecteur peut lui arracher quelques sourires. C'est une chose précieuse qui mérite d'être signalée quand elle se produit.

Justement, le livre sur lequel nous voulons attirer votre attention fait partie de cette catégorie.

Son auteur, Pierre Lévy, est un ancien de l'Huma' et le rédacteur en chef du mensuel « progressiste radicalement euro-critique » (c'est marqué sur la une) *Bastille République Nations (BRN)*. Ce mensuel, bien rédigé et peu consensuel,

s'efforce de dézinguer à tout va l'Union Européenne et de proposer une tribune à ceux qui proposent des alternatives progressistes. À ce titre, nous vous conseillons vivement la lecture du numéro 20 de septembre et de son excellent dossier spécial. Mais revenons au livre...

Dans cet ouvrage, l'auteur nous offre un pamphlet contre la construction européenne telle qu'elle est, son ultra-libéralisme, sa propension à réécrire l'histoire et à user d'une « novlangue » pour mieux endoctriner le « citoyen ». En nous propulsant en 2022 dans une Europe tout à la fois cauchemardesque et grotesque, l'auteur nous fait suivre les (més)-aventures de Dylan, un journaliste de « gauche », qui se retrouve confronté à une



actualité de plus en plus chaotique dans une société autoritaire et antisociale masquée derrière un langage très consensuel. En dire plus serait vous gâcher le plaisir de lire ce pamphlet ravageur et drôle ! Amateurs d'un humour corrosif et d'une réflexion acerbe sur l'Europe, nous vous conseillons vivement sa lecture. À

signaler également la postface de Jean Bricmont.

Bonne lecture !

1. PIERRE LÉVY, *L'insurrection. Le fabuleux destin de l'Europe à l'aube de l'an de grâce 2022*. Le temps des Cerises, Paris, 2012, 12 euros.
2. <http://www.brn-presse.fr/#Accueil.A>

suite de la page 16, 'Notes de l'Est'

Moldavie, avec près de 40% des voix aux législatives de novembre 2010, et près de 50% dans la capitale Chisinau (Kichinev) lors des municipales de juin 2011. Seule une coalition de quasiment tous les autres partis – des libéraux à l'extrême-droite – permet de contenir la « force rouge » qu'il faut à jamais écarter du pouvoir.

Ce coup de force est le moyen imaginé, en parfaite intelligence avec Bruxelles, pour décrédibiliser le PC : il faut démontrer, aux yeux de la population, que ce parti est criminel, dangereux, maudit et mis au ban de l'Europe et qu'il ne peut donc que nuire à la Moldavie. Même les sympathisants devraient, « par réalisme » s'en détourner.

La popularité du PC est d'ailleurs surprenante. Il n'y a rien d'équivalent dans la Roumanie voisine, et les Moldaves sont censés devoir être épouvantés par « les crimes du communisme ». Il semblerait donc que le PC tienne son influence,



pour une bonne part, des « bons souvenirs » de l'URSS. Et, plutôt que la mémoire des années de guerre et de la terreur stalinienne, les Moldaves se souviennent de « l'ère soviétique » des années 1960-80, loin du grand luxe

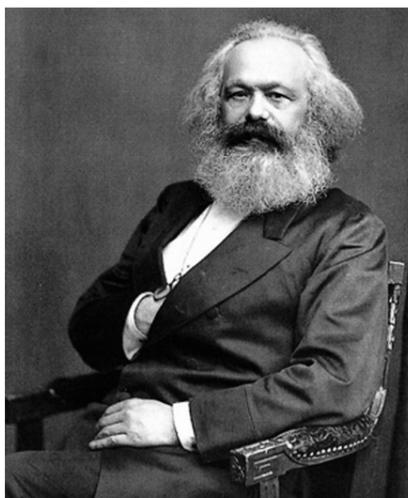
mais « fastueuses » si on les compare à la paupérisation et à la destruction des solidarités sociales qui ont suivi. La majorité qui a fait voter la loi anticomuniste, l'*Alliance pour l'intégration européenne* est constituée de libéraux pro-occidentaux et de nationalistes pro-roumains, dont une partie se prononce aussi pour le rattachement de la Moldavie à la Roumanie. Il y a une véritable crise identitaire dans ce pays (également connu sous le nom de Bessarabie) de langue roumaine mais longuement intégré à la Russie et à l'URSS, la « moldavité » entrant en concurrence avec la « roumanité ». Le rattachement à la Roumanie serait aussi la voie d'accès rapide au « paradis » européen, une promesse qui joue en faveur de la nouvelle majorité.

L'enjeu géostratégique est en effet bien là : l'Union Européenne est en rivalité avec l'influence russe que le PC de Moldavie encourage. Bruxelles se fait de plus en plus pressant pour que les ponts soient rompus avec Moscou et les liens renforcés avec la Roumanie. ■

## KARL MARX, LE RETOUR de Howard Zinn par le Théâtre des rues

Arnold Schneider

Imaginons que Karl Marx revienne sur terre en 2010. Comment jugerait-il notre société confite dans le capitalisme dont il avait annoncé la mort prématurément, ce dont il convient ? ... car, en effet, le voici parmi nous, par la volonté de son auteur et de Dieu qui lui a accordé une heure (Jésus n'était pas libre...) pour retourner sur terre nous donner une petite leçon de philosophie post mortem. C'est le très sérieux historien américain Howard Zinn, professeur émérite de l'université de Boston, à qui l'on doit une admirable Histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours, qui a eu cette idée qui n'est pas tout à fait une blague. Ainsi, il donne une chance à Marx de remettre les pendules à l'heure, de dénoncer les dérives qui l'ont fait assimiler à Staline et aux crimes des communistes de l'URSS. D'ailleurs, Karl se défend d'être marxiste. Il en profite pour remettre le couvert sur la religion instrumentalisée par le pouvoir, sur les conséquences tragiques de la spéculation et du profit pour le profit, sur les méfaits du progrès qui rend les gens étrangers à eux-mêmes. Comme si on y était !



Derrière l'économiste et le philosophe, on découvre un homme animé d'une saine colère qui se chamaillait avec Bakounine et évoque la Commune de Paris avec émotion, qui tirait le diable par la queue dans le quartier londonien de Soho où il vivait avec Jenny, son épouse et ses trois filles. Engels, dont la famille était aisée, payait ses dettes, ce qui fait dire à Marx désabusé que le capitalisme les a sauvés. D'ailleurs, par

erreur, ou par malice, Dieu l'a envoyé au Soho de New-York, lui pour qui l'Amérique représentait le pire démon. Sous la plume de Zinn, notre société vue avec les yeux de Marx donne raison à ses analyses, cent ans plus tard. La mise en scène d'Alix Constant rassemble et met en lumière toutes ces qualités avec une économie de moyens redoutablement efficace, Jean Delval, acteur de combat, seul en scène, est remarquable d'authenticité, de force et de clarté. Il campe un Marx inattendu, familier et gentiment bourru. Ce spectacle, sur un mode léger et blagueur, donne corps à une hypothèse incongrue qu'on a tous distraitement évoquée un jour ou l'autre et met en perspective un point de vue singulièrement d'actualité.

L'historien et politologue Howard Zinn, infatigable militant qui été de toutes les luttes pour les droits civiques, a voulu restituer un Karl Marx accessible. Voilà donc le tour de force : rendre à Marx ce qui est à Marx, au peuple ce qui est au peuple, et permettre à chacun de rencontrer à la fois l'homme et comprendre son enseignement. Cela vaut assurément le détour et toute notre attention par les temps qui courent, car, comment peut-on comprendre cette formidable crise sociale, économique, politique dans laquelle nous baignons tous en nous passant de cette incontournable grille de lecture ? ■

suite de la page 12, 'Acquittements à La Haye'

Haradinaj, car l'ancien vider de boîte de nuit ambitionne de retrouver rapidement le poste de Premier ministre du Kosovo qu'il occupait avant son inculpation et de diriger les pourparlers en cours avec Belgrade. Notons cependant que le nouveau Premier ministre serbe, Ivica Dacic, a déjà rencontré trois fois à Bruxelles son homologue du Kosovo, Hashim Thaçi, accusé – notamment par un rapport du Conseil de l'Europe – d'avoir dirigé une « bande surpuissante d'entrepreneurs criminels » s'étant livrée au meurtre à des fins d'extraction d'organes de prisonniers serbes en 1999-2000.

### Tribunal de la justice sélective et de l'impunité

Ainsi, alors que le Tribunal de La Haye est

en train de clôturer ses travaux, pratiquement aucun responsable d'ex-Yougoslavie n'aura été condamné pour crimes contre des Serbes<sup>1</sup>. Parmi les 161 inculpés du Tribunal, les trois-quarts sont des Serbes, et encore davantage si l'on compte le nombre de condamnés. Pourtant, plus de 40 000 tués des guerres des Balkans et plus d'un million de déplacés et réfugiés sont des Serbes des diverses républiques de l'ancienne fédération.

Tout ceci ne favorisera bien entendu pas les principes de réconciliation que les partisans du Tribunal n'ont cessé de brandir depuis deux décennies pour justifier les milliards de dollars qui y ont été investis. Les frustrations, la culpabilisation des uns et le sentiment d'impunité des autres, laissent la porte ouverte à d'autres déchaînements de violence.. En ostracisant à ce point une nation,

reconnaissons cependant au Tribunal pour l'ex-Yougoslavie d'être sur la même ligne que son homologue rwandais, qui n'a inculpé et condamné que des Hutu<sup>2</sup>, et la plus récente Cour pénale internationale qui n'a, à ce jour, inculpé que des Africains. Tant qu'elle sera prisonnière des intérêts des grandes puissances, la notion de « justice internationale » se révèle être une bien nocive illusion. ■

N.B. : La version intégrale de cet article est publiée simultanément sur le site d'Investig'Action, <http://www.michelcollon.info/>.

1. Sauf le général Rasim Delic, commandant des forces musulmanes bosniaque pendant la guerre, condamné à 3 ans de prison, mais dont il purgea moins de la moitié pour problèmes de santé.  
2. À l'exception d'un Belge rallié aux Hutu.

## Soutenir **Le Drapeau Rouge** !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !**

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

Felipe Van Keirsbilck  
« Dans sa composition actuelle, l'UE n'est pas réformable » • pp. 2-4

### LES LUTTES

Résister aux diktats de Mittal  
Freddy Guidé • pp. 5-6

### INTERNATIONAL

Comprendre la Syrie  
Bruno Drweski • pp. 7-8

Gaza à nouveau meurtrie  
Freddy Guidé • p. 9

Carnets d'Amérique latine  
Thierry Pignolet • pp. 10-11

Acquittements sélectifs à La Haye  
Georges Berghezan • pp. 12 & 19

### DÉBAT

Ce que j'aurais dit à la fête de L'Huma  
Jean Bricmont • p. 13-14

### HISTOIRE

Extraits du discours du 27 juillet 1987  
Thomas Sankara • p. 15

### INTERNATIONAL

Notes de l'Est  
Jean-Marie Chauvier • p. 16

### IN MEMORIAM

Robert, Jacqueline, Milou • p. 17

### LECTURE

L'insurrection  
François D'Agostino • p. 18

### THÉÂTRE

Karl Marx, le retour  
Arnold Schneider • p. 19

## Où trouver le DR ?

**Arlon** : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand** : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège** : Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre. **Bruxelles** : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement  
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

**Du nouveau pour nous contacter :**  
Veuillez noter notre nouvelle adresse mail :  
drapeau.rouge.pc@gmail.com

Adresse : 4, rue Rouppe • 1000 Bruxelles  
tél. : 0494 35 39 34 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

**Nouveau Compte en banque :**

IBAN BE 89 000-4118511-85

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !